



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/32/222  
30 septembre 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
Point 80 de l'ordre du jour

TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS,  
INHUMAINS OU DEGRADANTS

Note du Secrétaire général

1. La présente note contient des renseignements sur les mesures prises par la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités au sujet de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, depuis l'adoption par l'Assemblée générale, le 13 décembre 1976, de la résolution 31/85.
2. Le 4 mars 1977, la Commission des droits de l'homme a adopté, à sa trente-troisième session 1/, tenue à Genève du 7 février au 11 mars 1977, la résolution 8 (XXXIII), par laquelle elle a prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de présenter à la Commission, à sa trente-quatrième session, un rapport complet sur l'élaboration d'un ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, en vue de sa soumission à l'Assemblée générale, à sa trente-troisième session, conformément à la résolution 31/85 de l'Assemblée; dans la même résolution, la Commission a décidé d'examiner cette question à titre prioritaire, à sa trente-quatrième session.
3. A sa trentième session, tenue à Genève du 15 août au 2 septembre 1977, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités était saisie, conformément à sa résolution 3 (XXIX) et à sa décision 2 (XXIX) des renseignements fournis par des gouvernements, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), au sujet de la protection des droits de l'homme de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (E/CN.4/Sub.2/293 et Add.1 et Corr.1);

---

1/ Pour le rapport de la Commission sur sa trente-troisième session, voir Documents officiels du Conseil économique et social, soixante-deuxième session, Supplément No 6 (E/5927).

d'un résumé analytique, établi par le Secrétaire général, de la documentation reçue d'organisations non gouvernementales sur la question (E/CN.4/Sub.2/394); enfin, de l'avant-projet d'un ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, établi par M. Erik Nettel, rapporteur de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/395). Le 30 août 1977, la Sous-Commission a adopté les résolutions 8 (XXX), 9 (XXX) et 10 (XXX) relatives aux droits de l'homme de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

4. Dans sa résolution 8 (XXX), la Sous-Commission a notamment recommandé que la Commission des droits de l'homme invite le Conseil économique et social à autoriser le Président de la Sous-Commission à désigner un groupe de travail composé de cinq de ses membres qui se réunirait pendant cinq jours ouvrables au maximum, avant la trente et unième session de la Sous-Commission, afin d'élaborer une version révisée du projet de principes qui serait examinée par la Sous-Commission à sa trente et unième session. Au paragraphe 2 de la même résolution, le Secrétaire général a été prié d'analyser la documentation reçue pendant les trois premiers examens annuels en ce qui concerne les droits de l'homme des personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement en vue de préparer l'examen annuel par la Sous-Commission des développements dans ce domaine, conformément à la résolution 7 (XXVII) de la Sous-Commission. Au paragraphe 3, la Sous-Commission a décidé d'accorder la priorité à cette question à sa trente et unième session.

5. Dans sa résolution 9 (XXX), la Sous-Commission, extrêmement préoccupée par les informations d'où il ressort que, dans quelques pays, les pouvoirs publics ont systématiquement recours à des pratiques telles que les arrestations arbitraires, la détention illimitée sans jugement, la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à l'encontre des détenus, les disparitions et l'exécution sommaire des personnes détenues et que ces pratiques tendent à s'institutionnaliser, a lancé un appel à tous les Etats où les pouvoirs publics ont recours à de telles pratiques pour qu'ils y mettent immédiatement fin et pour qu'ils rétablissent pleinement le respect des droits fondamentaux de l'homme et des libertés fondamentales. Elle a également décidé d'étudier d'urgence cette question à sa trente et unième session afin d'examiner quels sont les moyens qui pourraient être utilisés, dans le cadre de sa compétence, pour protéger les droits fondamentaux de l'homme dans les pays où les pouvoirs publics ont recours aux pratiques susmentionnées.

6. Dans sa résolution 10 (XXX), la Sous-Commission a chargé deux de ses membres, Mme Questiaux et M. Caicedo Perdomo, avec le concours du Secrétaire et au vu des informations émanant des gouvernements en ce qui concerne la législation et la jurisprudence applicables à ces situations, de préparer les lignes générales d'une telle étude et d'en rendre compte à la Sous-Commission lors de sa prochaine session.

-----